

J'exprime mon plus total soutien à l'ensemble des salariés de *La République du Centre*. Ceux-ci se battent pour leurs emplois mais aussi pour le maintien du potentiel que représente dans le Loiret et pour le Loiret une entreprise de presse, du *Journal de Gien* et *Courrier du Loiret* qui appartiennent aussi au groupe Centre France.

Quand ce groupe Centre France (qui s'est constitué à partir du journal *La Montagne*, basé à Clermont-Ferrand) a repris *La République du Centre*, on nous a dit que ce choix était le meilleur possible : le journal était repris par un groupe géré par des journalistes, profondément attaché à la presse quotidienne régionale, qui s'emploierait au développement du titre, etc. Bref, tout était bel et bon dans la corbeille de mariage.

C'était il n'y a pas si longtemps.

Et puis, les salariés ont eu le sentiment, suite aux annonces récentes, qu'après avoir acheté La République du Centre, le groupe Centre France s'employait à dépecer ce bien nouvellement acquis. D'où leur légitime colère.

Je n'ignore rien des difficultés de la presse, des mutations technologiques, de la montée de l'Internet, de la chute de la publicité, de la crise économique qui frappe ce secteur d'activité, comme d'autres. Cela est vrai. Cela existe.

Mais cela n'enlève rien aux trois questions qui se posent. Je les ai posées, lors d'une récente rencontre, aux dirigeants du groupe Centre France, après avoir reçu les représentants des salariés de *La République du Centre*. Avec eux, nous avons été reçus au cabinet d'Aurélie Filippetti, ministre de la culture et de la communication, et nous avons exposé ces trois mêmes questions. Elles restent à ce jour sans réponse.

1. L'emploi. Le nombre de suppressions d'emplois prévu est important. Nous mesurons les conséquences pour chacune des personnes concernées, inquiète et angoissée quant à son avenir. Ces suppressions d'emplois touchant tous les secteurs d'activité conduisent aussi à craindre pour l'avenir de l'ensemble d'une entreprise où chaque fonction est utile : l'écriture, les photos, la mise en page, le rapport avec les lecteurs, les abonnés, les annonceurs, l'ensemble des tâches techniques, etc.

2. L'imprimerie. Je ne comprends pas pourquoi on veut à tout prix supprimer purement et simplement l'imprimerie et les rotatives de Saran (après celles du *Journal de Gien*) pour faire imprimer La République du Centre (et sans doute *L'Echo républicain* aujourd'hui imprimé en Ile de France) dans l'Yonne ou dans l'Indre et Loire alors que d'autres choix sont possibles. Faut-il rappeler que l'agglomération d'Orléans est la plus importante de celles couvertes par le groupe Centre France et qu'il est juste qu'une part importante du patrimoine du groupe y subsiste et s'y développe ?

3. Le futur. Les dirigeants du groupe exposent qu'ils veulent aller de l'avant et vont créer de nouveaux emplois dans le numérique. Mais pourquoi ce refus obstiné d'installer un pôle numérique fort dans l'agglomération d'Orléans et dans le Loiret ? Il m'a été dit par les dirigeants de l'entreprise qu'il était nécessaire que ce pôle soit concentré sur un seul lieu géographique à Clermont-Ferrand. Cela ne me convainc en rien. Ce qui caractérise le numérique, c'est justement qu'il n'y a pas de nécessité à concentrer les emplois qui en relèvent sur un seul site.

A l'évidence, d'autres choix sont possibles.

J'espère que les salariés de *La République du Centre* et de l'ensemble du groupe Centre

France parviendront à les faire prévaloir dans le cadre d'une vraie négociation. La presse n'est pas une marchandise. Une entreprise de presse est une aventure humaine qui intéresse ses salariés et ses lecteurs. J'ai eu le privilège de dialoguer avec le fondateur de *La République du Centre*, Roger Secrétain – et de dialoguer avec nombre de journalistes d'hier et d'aujourd'hui de ce journal. Il m'est arrivé d'aimer ou de ne pas aimer ce que « La Rep » écrivait de moi, de mes actions, de mes propos... C'est le lot des politiques et de tous ceux qui exercent une responsabilité. Mais je sais que dans cette écriture et cette lecture quotidienne se jouent les battements du cœur de la démocratie. C'est pourquoi le devenir des entreprises de la presse – et de la presse régionale – nous concerne tous.

Jean-Pierre Sueur